

« Le gouvernement hongrois doit laisser les universités tranquilles »

Le recteur de l'université d'Europe centrale appelle l'Europe à l'aide

ENTRETIEN

Michael Ignatieff, recteur de l'université d'Europe centrale (CEU en anglais) de Budapest, se bat pour que son institution puisse rester en Hongrie alors qu'elle est menacée par une loi adoptée en avril par le Parlement contrôlé par le premier ministre ultraconservateur, Viktor Orban. Le texte va restreindre considérablement l'indépendance des universités étrangères, dont la CEU. Cette prestigieuse institution anglophone a été fondée en 1991 par le philanthrope américain d'origine hongroise George Soros, devenu la bête noire de M. Orban.

Pourquoi le gouvernement Orban a-t-il fait voter cette loi ?

Nous n'avons eu aucune explication ni consultation avant que cette loi soit présentée le 28 mars. Et nous n'avons eu aucune discussion depuis. Donc je ne peux pas vous dire ce qui est dans leur esprit. Mais nous avons l'impression qu'une institution libre a été piratée pour servir un agenda politique. Ce serait scandaleux de forcer notre institution à quitter Budapest parce que vous n'aimez pas son fondateur. Nous sommes une université, nous menons des recherches sérieuses et nous n'avons rien fait de mal.

Qu'est-ce qui vous fait penser que cette loi est dirigée contre votre université ?

Soyons sérieux. Ils parlent de 28 institutions mais il n'y en a qu'une qui est vraiment visée. Ils nous visent parce que nous sommes une université libre et privée, qui ne peut pas être intimidée. C'est une attaque flagrante contre la liberté académique.

Des gens proches de Viktor Orban vous reprochent de promouvoir un agenda libéral,

qui s'oppose à la politique du premier ministre...

Est-ce que vous fermez une université en France parce que le gouvernement n'aime pas ce que disent ses professeurs ? La seule objection contre notre université est que c'est une université libre, pas qu'elle est libérale. Le gouvernement doit laisser les universités tranquilles, leur liberté est la base d'une société libre.

Est-ce vraiment impossible de respecter cette loi et de rester en Hongrie ?

A la mi-octobre, si la loi reste en application, ils peuvent nous retirer notre agrément. Et au 1^{er} janvier, nous ne pourrions alors plus accepter d'étudiants. Ils essaient clairement de nous faire fermer. Nous ne pouvons pas accepter une législation qui nous empêche de distribuer des diplômes américains. Le gouvernement dit qu'on peut rester si on devient une université purement hongroise, sous son contrôle. C'est inacceptable. Chaque université hongroise a un chancelier imposé par le gouvernement pour gérer les affaires budgétaires et politiques.

Si vous n'arrivez pas à conserver votre liberté académique, préférerez-vous partir ?

Je ne resterai pas à Budapest si nous ne pouvons pas rester libres.

« Ils nous visent parce que nous sommes une université libre et privée, qui ne peut pas être intimidée »

MICHAEL IGNATIEFF
recteur de l'université d'Europe centrale

Les manifestations en votre faveur ont perdu en intensité...

Nous avons eu le soutien de 600 universités dans le monde et de 24 Prix Nobel, mais le soutien qui nous importe le plus est celui de nos amis hongrois. Ces gens savent que si le gouvernement réussit sur la CEU, ils seront les prochains sur la liste. Nous suivons aussi le recours engagé auprès de la Cour constitutionnelle. Ce pays dit qu'il est une démocratie, nous le prenons au mot.

Vous avez un soutien très fort des diplomaties américaine et européenne ; est-ce que ça peut changer quelque chose ?

Le plus important est que nous avons eu le soutien du Parti populaire européen [PPE, auquel le parti de M. Orban, le Fidesz, est affilié]. Le PPE a dit à Viktor Orban qu'il devait laisser la CEU tranquille et commencer des discussions avec les Américains.

Mais M. Orban n'a visiblement pas l'intention de plier face aux pressions de l'Union européenne et du PPE...

C'est une vieille histoire, Orban prétend en Hongrie qu'il a résisté aux pressions. Mais ce jeu devient ridicule, car il s'agit des valeurs européennes. Combien de temps le PPE va-t-il accepter d'être ridiculisé ? Si on nous expulse, ce sera la première fois depuis 1945 qu'un Etat européen fait fermer une université. Nous sommes dans un cas simple où l'UE pourrait dire à Orban qu'il ne respecte pas les valeurs européennes.

De nombreux proches d'Orban sont d'anciens étudiants de votre université. Leur avez-vous parlé ?

Nous sommes dans une situation ridicule où nous sommes attaqués par un gouvernement dont certains membres ont eu un doctorat chez nous. Nous sommes très fiers qu'ils aient eu leur

diplôme ici, mais nous n'avons eu aucune discussion. Il y a trois semaines, le président de la République a demandé au gouvernement de démarrer des négociations. Nous attendons toujours.

Pourquoi George Soros préfère-t-il garder le silence ?

Parce que M. Soros n'est pas le responsable ici. C'est moi le responsable. J'aime M. Soros, je l'admire, je suis extrêmement reconnaissant pour sa dotation qui nous permet d'être indépendants, mais je ne lui obéis pas. M. Orban ne semble pas le comprendre. M. Soros a visiblement une meilleure compréhension que lui de la liberté académique.

Avez-vous observé une baisse des candidatures pour la prochaine année ?

Non. Paradoxalement nous sommes une des universités les plus connues du monde à cause de cette situation. Je suis préoccupé pour l'avenir, mais cela ne nous a pas causé de dommages pour l'instant. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-BAPTISTE CHASTAND

LE PROFIL

Michael Ignatieff

Ce Canadien de 69 ans, ancien journaliste et enseignant, a dirigé le Parti libéral de l'actuel premier ministre Justin Trudeau. Il est recteur de l'université d'Europe centrale de Budapest depuis 2016.

En Pologne, l'opposition manifeste pour la liberté

Des milliers de personnes ont défilé le 6 mai à Varsovie contre le pouvoir ultraconservateur

VARSOVIE - *correspondance*

En réunissant près de 90 000 personnes pour une « marche de la liberté », samedi 6 mai, à Varsovie, l'opposition polonaise a réussi son pari : montrer que, un an et demi après l'arrivée au pouvoir des ultraconservateurs du PiS (Droit et justice), la société civile est toujours prête à se mobiliser pour dénoncer les « atteintes à l'Etat de droit » du parti de Jaroslaw Kaczynski.

L'initiative n'était pas gagnée d'avance. Les différentes composantes de l'opposition libérale ont entamé l'année 2017 en crise, en proie aux divisions et à l'image ternie par une affaire de conflit d'intérêts de l'icône du Comité de défense de la démocratie (KOD), Mateusz Kijowski. Ce dernier était d'ailleurs le grand absent de la manifestation, où les leaders de la Plate-forme civique (PO, centre droit) étaient à la manœuvre, confortés par leur récente percée dans les sondages, dans lesquels ils ont dépassé pour la première fois le PiS (31 % contre 29 %).

Jeunesse absente

Samedi, les drapeaux polonais côtoyaient les drapeaux européens, et l'hymne national était chanté par des manifestants survoltés. Adam Gardzikowski, ingénieur de 54 ans, brandit l'étendard à

douze étoiles, selon lui « synonyme de liberté ». « L'adhésion à l'UE, ça a été la concrétisation d'un rêve de plusieurs générations de Polonais, confie-t-il. Ce pouvoir détruit tout ce que nous avons construit depuis vingt-cinq ans d'un point de vue politique et économique. Il nous isole au sein de l'UE, et fait un premier pas vers la sortie de la Pologne. »

Comme lors de la plupart des manifestations de l'opposition, la jeunesse semble être la grande absente. « Je me souviens de l'époque où les frontières étaient fermées, ajoute Adam. Les jeunes n'ont pas connu ces temps-là, c'est sans doute pour ça qu'ils sont aujourd'hui trop peu nombreux. » Janina Pekala, retraitée, est présente à toutes les manifestations « depuis que le pouvoir a commencé sa démolition de la démocratie ». « J'ai connu les temps communistes et je ne veux pas d'un système qui y ressemble pour mes petits-enfants », explique-t-elle.

Chez les manifestants, les références à l'époque communiste sont récurrentes. Après avoir mis sous tutelle le Tribunal constitutionnel, la plus haute instance juridique du pays, la majorité ultraconservatrice s'est retrouvée sous le coup d'une procédure de « sauvegarde de l'Etat de droit » à l'initiative de la Commission européenne. Le 3 mai, le président, An-

drzej Duda, a annoncé qu'il souhaitait organiser, d'ici à la fin 2018, un référendum en vue d'un changement de Constitution. « La séparation des pouvoirs et les libertés civiles sont menacées, affirme Artur Kolcz, avocat de 49 ans. Jaroslaw Kaczynski crée un Etat tribal dont il est le chef, où il prend toutes les décisions sans en avoir la responsabilité, en étant un simple député. C'est le pouvoir d'un seul homme, c'est le plus grand danger. »

Toutes les composantes de l'opposition libérale étaient présentes samedi et de nombreux manifestants ont fait le déplacement depuis la province. Les syndicats de professeurs sont venus manifester pour « une école libre de toute idéologie », alors que le pouvoir met la dernière main à une réforme controversée de l'éducation. Le gouvernement a décidé de ne pas prendre en compte une pétition de plus de 900 000 signatures demandant un référendum sur ce texte. Pour Malgorzata Nowak, 38 ans, « ce pouvoir est aussi une menace pour les droits des femmes ». ■

JAKUB IWANIUK